

**QUELQUES NOTES A PROPOS DU REPEUPLEMENT  
DE VALENCE**

**PIERRE GUICHARD**

*Actas del Coloquio de la V Asamblea General de la Sociedad Española  
de Estudios Medievales, pp. 121-134, Zaragoza, 1991*

Il n'existe pas d'étude d'ensemble consacrée exclusivement au repeuplement de la région valencienne à la suite de la Reconquête, mais le thème a été traité de nombreuses fois dans des articles ou des ouvrages relatifs à l'histoire médiévale du royaume de Valence ou de l'une ou l'autre de ses parties. La bibliographie qui suit cette mise au point a été ordonnée chronologiquement, de façon à marquer l'évolution des travaux sur la question. Elle ne prétend évidemment pas à l'exhaustivité, presque impossible en la matière. J'ai seulement voulu indiquer les travaux qui me paraissent significatifs des orientations prises par la réflexion des historiens sur le repeuplement de Valence, en ne retenant, à une ou deux exceptions près, que des études générales, à l'exclusion des monographies concernant telle ou telle localité ou région particulière. Il faudrait alors, en effet, inclure dans cette liste bibliographique d'assez nombreux articles s'étant attachés à décrire le processus d'occupation d'un secteur précis. Ainsi, par exemple, une étude sur la fondation de Villareal, publiée par Ramón Ferrer Navarro dans les *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón* (X, 1975), une autre sur le *Repartiment* de la région de Játiva, publiée par José Camarena Mahiques et Emiliانا Furio Beltran dans le Xe Congrès d'Histoire de la couronne d'Aragon («Comunicaciones», 3-4-5, Saragosse s.d.), ou d'autres contributions au même congrès sur les «Repobladores d'Albal en Temps de Jaume I», ou les «Turolenses en la conquista e integración de Valencia y su reino» (dans le vol. 1-2 des «Comunicaciones»). Il conviendrait évidemment de mentionner aussi de multiples histoires locales, qui comportent inévitablement un chapitre sur la Reconquête et les opérations ultérieures de repeuplement.

Tous les travaux relatifs à cette phase de l'histoire valencienne ne peuvent éviter de faire référence au document majeur qu'est le *Repartiment* de Valence, dont on sait qu'il est constitué de trois volumes de la magnifique série des registres de Chancellerie des Archives de la Couronne d'Aragon de Barcelone, catalogués sous les numéros, 5, 6 et 7 de cet ensemble, et formant les exemplaires les plus anciens de documents reliés sur papier que possèdent les archives royales d'Aragon. Le premier volume contemporain de la conquête de Valence elle-même, enregistre un peu plus de 1.800 donations royales de maisons, terres, villages (*alquerias*), localités fortifiées (*castra*, *villae*), faites au cours des années 1237 à 1240 dans la capitale et ses environs immédiats (la Huerta). Le second inclut près de 1.400 donations du même type, mais effectuées pour les premières d'entre elles entre 1242 et 1245 dans quelques localités importantes des zones de plaine du centre du royaume qui, comme Gandía et Alcira, commencent à être colonisées à cette époque, et pour la plupart en 1248 et 1249, durant les mois qui suivent la grande «expulsion» et expropriation des Musulmans décidée au début de 1248 comme une conséquence de la «révolte d'al-Azraq» qui s'est produite un peu plus tôt dans les régions méridionales. Ces dernières donations affectent, outre les localités précédentes, Játiva et Murviedro/Sagonte, ainsi que divers foyers secondaires

d'implantation comme Peñíscola, Castellón, Liria, Cullera, Cárcer, le Val d'Albaida et Luchente, Bocairente, Onteniente, Cocentaina... Il s'agit d'assurer l'occupation effective par un peuplement chrétien de régions jusque là exclusivement peuplées de Musulmans. Le troisième volume est une sorte d'inventaire des maisons distribuées à Valence même, avec les noms des anciens propriétaires musulmans et ceux des nouveaux occupants chrétiens.

On voit que les deux premiers volumes —les registres 5 et 6— du *Repartiment* entretiennent un rapport étroit avec le processus de Reconquête lui-même, dont ils suivent les phases principales. Il serait donc difficile d'étudier les documents qu'ils contiennent sans une connaissance la plus précise possible de la progression de cette dernière, qui nous est connue d'une part par la source privilégiée qu'est la chronique autobiographique du roi Jacques Ier, d'autre part à travers la chronologie des documents royaux conservés, bien étudiée par Miret i Sans dans son excellent *Itinerari de Jaume I*.<sup>1</sup> Dans de nombreux cas ces différentes sources s'éclairent réciproquement et permettent d'arriver à une reconstitution plausible de l'ensemble des opérations de reconquête d'une part et de repeuplement d'autre part. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne l'occupation effective d'Alcira, qui n'est pas datée exactement dans la Chronique, bien qu'elle y soit racontée de façon circonstanciée. Le rapprochement avec les premières donations de biens fonciers faites par le roi à Alcira et autour de cette ville, qui commencent à partir de mai 1242, conduisent bien à fixer à cette époque —selon la datation traditionnelle d'ailleurs— la prise de possession de la ville par le roi, contrairement à la révision chronologique proposée par Ubieto dans ses *Orígenes* (1975, pp. 139-140). En confrontant aux données chronologiques fournies par le *Repartiment* celles fournies par les documents figurant dans l'*Itinerari* et le récit suivi de la Chronique, on parvient à une reconstitution conjointe à peu près cohérente des faits de Reconquête et du repeuplement pour la période 1237-1249, qui ne laisse dans l'ombre que certains épisodes difficiles à situer, comme par exemple la date de l'occupation de Denia et le début du processus de colonisation chrétienne de cette ville et de son territoire, pour lesquels aucune des sources précitées n'apporte d'informations suffisantes. J'ai émis ailleurs l'hypothèse que ce manque d'informations affectant une zone particulière pouvait être due au fait que le protagoniste principal de l'occupation de cette région avait été non pas le roi mais le puissant amiral d'Aragon Carroz, détenteur dès 1240 de la toute proche seigneurie du château de Rebollet, situé entre Gandía et Denia (sur le territoire actuel de la commune d'Oliva). On trouve en effet très peu de donations royales à Denia dans le *Repartiment*, et dès le début de 1246 Carroz se voit investir officiellement de la charge de répartir les propriétés de la ville et du territoire de Denia, qu'il exerçait peut-être déjà officieusement depuis l'occupation de la ville, en 1244 vraisemblablement.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> MIRET I SANS, Joaquín: *Itinerari de Jaume I «El Conqueridor»*, Barcelona, 1918.

<sup>2</sup> L'amiral d'Aragon Carroz, seigneur de Rebollet, exerce un véritable «proconsulat» à Denia et dans les régions qui dépendent de cette ville, pendant toute cette période. Le document

On le constate sur cet exemple précis, des secteurs importants du territoire du «royaume de Valence» alors en train de s'organiser semblent échapper, partiellement ou en totalité, à l'enregistrement dans les cahiers de répartition dont le rassemblement forme les actuels registres 5 et 6 de Chancellerie constituant le *Repartiment* valencien. D'autres localités ne se trouvent pas enregistrées du tout, comme Burriana, conquise dès 1233, et dont les terres furent distribuées antérieurement à la confection des registres qui ne furent commencés qu'au siège de Valence, à partir de 1237. Du point de vue des historiens, cette lacune a été comblée par le rassemblement, par le P. Ramón de María, de l'ensemble des documents conservés concernant la distribution des terres dépendant du territoire de cette ville, documents qui ont été publiés sous le titre de *Repartiment de Burriana*.<sup>3</sup> Mais le même travail n'a pas été fait pour toutes les zones sur lesquelles les volumes du *Repartiment* de Valence n'apportent pas d'informations suffisantes. Il importe par ailleurs de bien rappeler que les registres royaux n'enregistrent pratiquement plus de donations postérieurement à 1249, alors qu'il semble bien que les opérations aient été poursuivies, probablement à un rythme moins soutenu, au cours de la période suivante. Dans un cas précis comme celui de l'*alquería* du hameau rural de Benimeli, qui a subsisté comme une commune située à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Denia, on conserve aux Archives de la Cathédrale de Valence quelques parchemins attestant de donations faites en 1250 et 1251, alors que le *Repartiment* n'en enregistre qu'une seule en 1249.<sup>4</sup> Il y a ainsi, dans la documentation valencienne, un hiatus important entre la grande phase de distribution de terres en 1248-1249 qu'enregistre le second registre du *Repartiment*, et l'époque où les donations, sans doute moins abondantes et plus dispersées, ont recommencé à être consignées dans les premiers registres conservés de la Chancellerie, qui débutent en 1257.<sup>5</sup> On ne peut cependant guère douter que des terres aient été distribuées durant cette période de vide documentaire, même si l'on peut supposer qu'elles ont été alors beaucoup moins nombreuses qu'au cours des deux années «cruciales» qui précèdent. Le premier document de ce type inclus dans les registres de chancellerie est ainsi une donation à un certain Ramon de Baset de maisons et de 4 *jovatas* de terre dans l'*alquería* de Frastina, du territoire castral de Penaguila, du 21 mai 1258.<sup>6</sup> D'autres donations sont faites la même année à Alcala, à Calpe, à Bennicadell,

---

investissant ce puissant personnage de la charge de répartir les lots de colonisation à Denia se trouve dans HUICI-CABANES, *Documentos de Jaime I de Aragón*, II, Valence, 1976, document n.º 420 (du 4 février 1246).

<sup>3</sup> RAMÓN DE MARÍA: *El «Repartiment» de Burriana y Villareal*, Valence, 1935.

<sup>4</sup> GUICHARD, Pierre: en *Nuestra historia*, III, p. 59, d'après les parchemins n.º 1.095, 4.623, 4.644 et 5.992 des Archives de la Cathédrale de Valence.

<sup>5</sup> Voir MARTÍNEZ FERRANDO, Jesús Ernesto: *Catálogo de los documentos del antiguo reino de Valencia*, I: *Jaime I, el Conquistador*, Madrid, 1934.

<sup>6</sup> *Ibid.*, document, n.º 126.

etc...<sup>7</sup> Il est bien probable qu'elles ne font que continuer un processus commencé en 1248-1249 et poursuivi à un rythme ralenti au cours des années 1250-1257, mais dont les documents de ces dernières années ont été perdus faute d'enregistrement.

On constate que le *Repartiment* ne nous fournit qu'un aperçu partiel et incomplet sur ce processus de répartition des terres aux colons chrétiens. Il est indispensable de tenir compte de ses limitations, et de le compléter lorsque c'est possible par toute une série d'autres documents, dont les plus importants sont de toute évidence les *cartas puebla* ou chartes de peuplement, qui son indépendantes du *Repartiment* lui-même. Il n'existe malheureusement aucune étude exhaustive concernant ces deux derniers ensembles de documents, comparable à celles qu'ont données Julio González ou Juan Torres Fontes des *Repartimientos* de Séville et de Murcie, ou au très important travail de José María Font Rius sur les chartes de peuplement catalanes.<sup>8</sup> Une étude de ce genre avait été préparée par Miguel Gual Camarena, mais elle n'a malheureusement pas été publiée.<sup>9</sup> Plusieurs travaux ont cependant pris pour base ce type de document, à commencer par l'article célèbre du même Gual Camarena sur la «territorialité» des *fueros* de Valence, publié dans les *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón* de 1947-1948. Mais cette étude porte bien davantage sur les problèmes juridiques dans le royaume de Valence au lendemain de la Reconquête que sur le repeuplement. Antérieurement, le bref mais bon travail d'Honorio García y García sur l'*Estado económico-social de los vasallos en la Gobernación foral de Castellón* (1943), avait fourni une intéressante mise au point basée principalement sur les *cartas pueblas* des localités de l'actuelle province de Castellón, mais davantage axée sur les problèmes institutionnels que sur l'étude des réalités sociales, encore que celles-ci transparaissent largement à l'arrière plan des premiers. Les récents travaux d'Enric Guinot Rodríguez, et principalement son *Feudalismo en expansión en el norte valenciano*, publié en 1986, ont renouvelé la problématique de l'histoire socio-économique des mêmes régions, toujours sur la base de la belle collection de *cartas puebla* des zones septentrionales de l'ancien royaume de Valence, tout particulièrement de celles du *maestrazgo* de Montesa. A travers l'étude des textes qui fixent ainsi les conditios d'établissement et d'évolution des communautés rurales établies sur cette vaste seigneurie ecclésiastique, l'auteur s'efforce d'atteindre «tanto las características de la expansión y crecimiento de las fuerzas productivas en dicho período, como los pasos que se daban hacia la consolidación y mayor complejidad organizativa del modo de producción feudal». Sur la base d'un système seigneurial dont les cadres ont été établis dès le moment même du repeuplement, la consolidation du féodalisme

<sup>7</sup> *Ibíd.*, documents n.º 131, 132, 135, etc...

<sup>8</sup> FONT I RIUS, José María: *Cartas de población y franquicia de Cataluña*, 3 vol., Madrid, 1983.

<sup>9</sup> GUAL CAMARENA, Miguel: *Las cartas pueblas del reino de Valencia*, ouvr. dactylographié inédit.

valencien se fait surtout au XIV<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle la puissance de l'organisation seigneuriale atteint son apogée.

On est donc passé d'études à tonalité surtout institutionnelle à des travaux dont la préoccupation est d'histoire principalement socio-économique, et qui se situent volontiers dans la ligne «rupturiste» défendue par plusieurs historiens, en particulier Antonio Furió et Ferrán García dans leurs «consideraciones acerca del feudalismo valenciano», publié en 1981. Ces auteurs y mettent l'accent sur le caractère nettement féodal aussi bien de la conquête chrétienne que du repeuplement qui l'accompagne: «la estructuración del territorio en señoríos fue previa a la colonización y, en consecuencia, la repoblación fue organizada y controlada por los señores o sus agentes, los protagonistas de la conquista. El rey, como propietario eminente de las nuevas tierras, concedió a los señores que habían participado extensas zonas del país, conduciendo a una total distribución del reino en señoríos, uno de ellos el del propio monarca». Dans un second mouvement, et à l'intérieur des cadres généraux fixés par les opérations de répartition, «la regulación de los señoríos se expresó fundamentalmente a través de las cartas pueblas... Si la carta puebla representaba para el campesino la expresión de su relación con la tierra y con el señor, para éste significaba además la sanción legal de la coerción extraeconómica. En efecto, la carta de población perfila la relación enfiteutica entre ambas partes, que en ningún momento fue una relación consensuada sino impositiva». L'illustration de ces idées est l'étude réalisée par les deux même auteurs sur Sueca au bas Moyen Age (*Camperols del País Valencià: Sueca, una comunitat rural a la tardor de l'Edat Mitjana*, Valencia, 1982), où les relations entre seigneurs et paysans apparaissent solidement définies par le cadre fixé lors du repeuplement du XIII<sup>e</sup> siècle.

Les conditions même de l'implantation des éléments chrétiens risquent, à travers ces études d'histoire sociale, de passer quelque peu au second plan, dans la mesure où prévaut une vision plus dynamique que statique, qui insiste sur l'affirmation d'un féodalisme dont les structures mises en place au moment de la conquête, dans le cadre du repeuplement, ne constituent que le point de départ. Les études consacrées aux modalités du repeuplement elles-mêmes ne sont pas très nombreuses. On s'est surtout attaché à des travaux monographiques portant sur le cas d'un territoire déterminé, comme celui de Ramón Ferrer sur Villareal déjà cité au début de cette mise au point. On signalera, dans cet esprit, un article de María Desamparados Cabanes Pecourt, publié en 1977 dans l'*Anuario de Historia del Derecho Español*, intitulé: «Formularios diplomáticos para la repoblación valenciana». L'auteur y attire l'attention sur l'existence, dans le registre 6 ou second volume du *Repartiment* de Valence, de documents type destinés à servir de modèles aux secrétaires chargés de rédiger les donations royales effectives incluses dans le même *Repartiment*. De l'étude de ces documents, elle tire un assez bref commentaire sur la structure des actes et la nature des formules utilisées, ainsi que quelques hypothèses sur l'évolution chronologique de ce type de documents. Il y a là sans

doute l'ébauche d'une recherche qui reste à faire sur les aspects formels d'une «diplomatique» des donations qui pourrait apporter un utile éclairage sur les modalités mêmes de la répartition des terres. Dans le même sens, María Desamparados Cabanes et Ramón Ferrer, dans l'introduction à l'édition qu'ils ont donnée du même *Repartiment*,<sup>10</sup> se sont attachés à éclairer le problème complexe de la nature et de la signification des donations, dans l'état où elles nous sont parvenues sous la forme des *asientos* contenus dans les volumes du *Repartiment*. Les multiples ratures, ajouts et signes divers qui figurent sur ces donatios ont en effet donné lieu à des interprétations différentes, et il est difficile de parvenir à des certitudes à leur sujet. Le cas le plus embarrassant est certainement celui des nombreuses donatios barrées, soit sur toute la ligne, ce qui semble en annuler complètement le texte, soit d'une simple croix apposée sur le texte de l'*asiento*, qui signifie probablement que l'effectivité de la donation a été constatée. Les donations qui ne sont surchargées d'aucun signe, relativement peu nombreuses, seraient celles qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas donné lieu au transfert de bien correspondant. Il conviendrait sans doute, pour parvenir à des certitudes, de confronter systématiquement les donations du *Repartiment* à la documentation conservée par ailleurs, sur parchemins ou sur papier, où se trouve également bon nombre de donations, dont certaines dans l'exemplaire original. Il serait alors vraisemblablement possible de se prononcer de façon plus assurée sur ce problème de l'effectivité des donations enregistrées dans les registres de répartition.

Les documents concernant la distribution des biens immobiliers à l'époque de la Reconquête et ultérieurement ne se réduisent pas, en effet, aux registres de répartition et aux *cartas pueblas*. Il faut y inclure également les nombreux documents «isolés» conservés dans des fonds d'archives ou enregistrés dans d'autres collections documentaires, principalement des cartulaires, mais aussi des registres royaux de biens aliénés rédigés à des dates plus tardives. Les principaux fonds de documents où figurent des donatios se trouvent aux Archives de la Couronne d'Aragon de Barcelone, aux Archives de la Cathédrale de Valence et dans les sections du *Clero* et des Ordres militaires de l'*Archivo Histórico Nacional*. Ainsi les parchemins de la Cathédrale de Valence, dont le catalogue a été publié par Olmos Canalda,<sup>11</sup> et dont une partie a été transcrite dans la *Colección diplomática* de Huici.<sup>12</sup> Mais d'assez nombreuses donations, comme celles contenues dans les fonds des couvents valenciens conservés dans la section du *Clero* de l'*Archivo Histórico Nacional*, n'ont pas encore été éditées. À partir de 1257, surtout, les registres de chancellerie ont, ainsi qu'on l'a dit précédemment, conservé le témoignage docu-

<sup>10</sup> CABANES PECOURT, María Desamparados, y FERRER NAVARRO, Ramón: *Libre del Repartiment del Regne de Valencia*, I: *Registro 5 del A. C. A.*, Saragosse, 1979, pp. 7-26.

<sup>11</sup> OLMOS Y CANALDA, Elias: *Pergaminos de la Catedral de Valencia*, 1961.

<sup>12</sup> HUICI MIRANDA, Ambrosio: *Colección diplomática de Jaime I*, rééd. dans: HUICI, A. et CABANES PECOURT, María Desamparados: *Documentos de Jaime I de Aragón*, II, (1237-1250), Valence, 1976.

mentaire de la poursuite des opérations de repeuplement durant tout le XIII<sup>ème</sup> siècle et au delà. Ce sont, par exemple, ces registres qui ont fourni à Ramón Ferrer Navarro pratiquement toute la documentation nécessaire pour étudier la fondation et le développement de Villareal dans les années 1274 et suivantes.<sup>13</sup> Mais c'est en réalité toute l'activité de peuplement chrétien dans le *Realengo* qui peut être saisie à travers les nombreux documents que nous a conservés la chancellerie royale. Là encore, le rythme d'intensité d'établissement des nouveaux colons est largement déterminé par l'histoire politico-militaire du royaume de Valence durant la période. Le moment clé de l'évolution correspond à la grande révolte mudéjare de 1276-1278, qui provoqua une seconde décision «d'expulsion» des musulmans de la part de la Couronne, et pour la seconde fois aussi un repeuplement relativement important, ayant principalement pour but l'occupation par les chrétiens des zones méridionales où la révolte avait été la plus dangereuse. C'est alors que sont effectivement peuplées de nouveaux colons des localités comme Calpe, Penáguila, Finestrat, Pego, Biar, Castalla, Almizra, Mogente, Montesa et Vallada. Cette phase importante du processus de repeuplement me semble avoir été sinon totalement ignorée, du moins quelque peu passée sous silence par les auteurs qui ont traité du repeuplement du royaume de Valence, et il ne me semble pas inutile d'insister sur un exemple de localité dont la colonisation chrétienne date de cette époque, celui de Pego.

A Pego, quelques dizaines de lots de colonisation avaient été distribués dès le *Repartiment* des années 1248-1249, mais on ignore ce qu'ils deviennent au cours des décennies suivantes, durante lesquelles on trouve trace dans la documentation d'une *aljama* musulmane de Pego qui semble bien exploiter la plus grande partie du territoire de cette localité. A l'issue de la répression de la révolte musulmane, Pierre le Grand concède à quatre *cives* de Barcelone licence de peupler ce dernier (en septembre 1279), et ce sont ensuite des dizaines de documents relatifs à ces opérations de colonisation de Pego que l'on peut trouver dans les registres de chancellerie aragonais de la fin du XIII<sup>ème</sup> et du début du XIV<sup>ème</sup> siècle: donations individuelles de *jovatas* de terrae, nomination d'un *justicia* chargé de vérifier les titres de propriété des *populatores*, nomination d'un recteur, ordre aux colons d'établir la nouvelle *villa* dans un endroit précis, extension du droit valencien à la *pobla* en train de se constituer.<sup>14</sup> Le 16 novembre 1286, Alphonse le Libéral octroie aux habitants chrétiens de Pego un document qui semble indiquer que les opérations précédentes n'ont pas eu tout le succès désiré. Il confie en effet à quatre nouveaux personnages, différents des répartiteurs du texte de 1279, la charge de répartir le territoire de Pego entre 150 chrétiens, tout en réservant 30 *jovatas* de terre pour une cinquantaine de musulmans. Les nouveaux colons devaient établir une ville ou

<sup>13</sup> FERRER NAVARRO, Ramón: «una fundación de Jaime I, Villarreal», *E. E. M. C. A. X*, 1975, pp. 403-437.

<sup>14</sup> GUICHARD, Pierre: en *Nuestra Historia*, III, pp. 88-89, d'après la documentation des registres de chancellerie des Archives de la Couronne d'Aragon.



*populatio* dotée d'une enceinte et d'un fossé en un lieu dit Uxola, qui ne paraît pas être le même que celui où l'on avait d'abord décidé d'implanter la fondation chrétienne.<sup>15</sup> Cette ville tarda encore à s'édifier dans les conditions prévues, puisque des documents de 1291, puis de 1308 et 1312, évoquent encore la nécessaire édification de murailles que les colons ne semblent pas avoir mis un zèle excessif à construire.<sup>16</sup> Dans le document de 1308, il est précisé que les musulmans de la *morería* devront annuellement cinq journées de travail pour la construction de cette enceinte. D'autres documents de la même époque témoignent des efforts de mise en valeur agricole du territoire, comme un accord par lequel l'*universitas* de Pego s'entend avec un entrepreneur pour le creusement de canaux destinés à de nouvelles irrigations.<sup>17</sup>

L'exemple de Pego permet d'attirer l'attention sur quelques uns des problèmes qu'implique une étude précise des conditions du peuplement chrétien de Valence. En premier lieu, il apparaît difficile de séparer ce «repeuplement» du sort de l'élément musulman qui occupait antérieurement le territoire. A Pego par exemple, la révolte de 1276-1278 permet sans doute l'expulsion ou l'expropriation des musulmans qui, en dépit des premières distributions de terres effectuées en 1248-1249, semblent bien être encore les principaux possesseurs ou propriétaires du sol au cours des trois décennies suivantes. La documentation ne nous informe que sur l'établissement des chrétiens, et non pas sur le sort des musulmans, mais ceux-ci —ou d'autres— réapparaissent dès 1286 avec l'indication d'une réserve de terres destinée à en établir une trentaine dans une *morería* dont on ne sait pas si elle est destinée à accueillir une nouvelle population musulmane, ou à abriter les restes de celle qui occupait le territoire avant l'installation des colons chrétiens. En tout état de cause, il subsiste jusqu'à l'expulsion des morisques une population originellement musulmane dans les *alquerías* rurales du territoire de Pego, population dont il n'est pas invraisemblable de penser que certains au moins de ses éléments se soient maintenus en place depuis l'époque de la conquête chrétienne, sans que l'on puisse cependant parvenir sur ce point à aucune certitude. La présence musulmane est encore, toujours dans le cas de Pego, mais aussi d'une façon plus générale, implicite dans la forme même qu'adopte la colonisation, constituée en une *pobla* où la population orétienne se concentre à l'intérieur d'une enceinte protectrice. Spontanément, et si le danger d'éventuelles révoltes musulmanes n'avait pas existé, les *populatores* chrétiens auraient sans doute eu tendance à adopter des formes de peuplement moins fortement groupées pour se rapprocher des lots de terre qui

<sup>15</sup> A. C. A., registre n.º 64, fol. 156 r.-v., du 16 novembre 1286, analysé dans GALLOFRE GUINOVART, Rafael: *Documentos del reinado de Alfonso III de Aragón*, Valence, 1968, document n.º 538.

<sup>16</sup> A. C. A., reg. n.º 209, fol. 189 r., reg. n.º 214-215, fol. 179, et reg. n.º 204-205, fol. 164.

<sup>17</sup> BONNASSIE, Pierre et GUICHARD, Pierre: «Les communautés rurales en Catalogne et dans le pays valencien», *Flaran* 4, 1982, p. 108.

leur avaient été distribués, comme on le voit dans le cas de localités comme Corbera, où à un premier établissement chrétien dispersé fait suite le regroupement qui donne lieu à l'actuelle ville du même nom.<sup>18</sup>

Un second problème, si on laisse de côté celui des formes dispersée ou groupée, urbaine ou rurale, que prit la colonisation chrétienne, est celui de l'importance du secteur de population alleutière qui s'implanta sur le territoire nouvellement conquis, et de l'évolution de ce secteur dans le temps. L'insistance de plusieurs études récentes sur la force des structures seigneuriales implantées par la conquête risque de dissimuler quelque peu l'existence d'une propriété libre, dont la consolidation paraît avoir été l'une des objectifs de la monarchie aragonaise lors de la mise en place des éléments sociaux et institutionnels constitutifs du royaume de Valence. De nombreuses *hereditates* sont, à toute époque, données «franches et libres» de toute charge royale ou seigneuriale, et le poids de ce secteur non seigneurial serait intéressant à étudier. Il semble bien cependant que ce dernier, qui doit en partie recouvrir le *realengo* (en partie seulement car de nombreuses *hereditates* de *realengo* sont grevées de cens dus au roi qui se comporte dès lors en «seigneur» d'un type particulier), ait eu tendance à s'affaiblir avec la progression du mouvement de seigneurialisation dans les dernières années du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Les valenciens de l'époque étaient très sensibles au problème, et l'on voit dans plusieurs cas les habitants d'une localité nouvellement seigneurialisée résister à ce mouvement, et tenter de se dégager des nouveaux liens ainsi créés en invoquant par exemple les dispositions du *fuero* de Valence.<sup>19</sup> L'ensemble de ces problèmes n'ont, à ma connaissance, pas fait l'objet de travaux particuliers.

Intéressant aussi, mais difficile à aborder, est la question de la consistance et de la nature des propriétés foncières qui font l'objet des donatios royales ou seigneuriales. De l'examen des multiples documents concédant des terres aux *populatores* chrétiens, se dégage une sorte de «modèle» du lot de colonisation type, qui correspond généralement à une étendue de terre de l'ordre de 3 *jovatas* pour un roturier, et 6 *jovatas* pour un chevalier. Mais il est la plupart du temps très difficile de savoir ce que représentaient concrètement ces donations. En premier lieu s'il s'agissait de lots d'un seul tenant ou des pièces de terres dispersées. Il semble en fait que les deux possibilités aient existé, bien que le mode de division le plus courant ait été la répartition de lots géométriquement dessinés sur le terrain, dont on peut se demander quel rapport ils pouvaient garder avec le parcellaire antérieur, certainement moins artificiel. En second lieu quelle était la proportion de terres irriguées et de terres de *secano* (ainsi que la quantité de terre de jardin qui était également

<sup>18</sup> GUICHARD, Pierre en: *Nuestra Historia*, III, pp. 87-88.

<sup>19</sup> Voir par exemple une protestation des habitants de Corbera, soumis à la seigneurie de Dalmau de Castelnou, alors qu'ils relevaient antérieurement de la Couronne, dans A. C. A., Reg. n.º 85, fol. n.º 128 r. Document du 30 mars 1291, analysé dans GALLOFRE GUINOVART: *Documentos de Alfonso III*, n.º 2.063.

allouée). D'assez nombreuses donations comportent des précisions à cet égard, en particulier dans les *cartas pueblas*, et l'on pourrait certainement en faire une étude synthétique qui pourrait être éclairante pour traiter un troisième problème, certainement plus obscur encore, à savoir celui de la nature des cultures que l'on faisait sur ces terres. Les indications à cet égard sont extrêmement rares dans la documentation, en dehors de la division sommaire parfois faite entre les terres ordinaires, probablement consacrées aux céréales, et les vignes. Un dernier problème est celui des rapports entre la propriété et l'exploitation, qui se pose dès le moment même de la première distribution des terres: les lots de colonisation sont-ils des «propriétés familiales», supposant une exploitation directement effectuée par un propriétaire-exploitant, ou s'agit-il de propriétés «de rapport», qui doivent être partagées entre plusieurs tenanciers-exploitants. La réponse paraît assurée lorsqu'il s'agit de chevaliers dont on peut supposer *a priori* qu'ils n'exploiteront pas de leurs mains; elle l'est moins pour les simples roturiers, qui reçoivent 3 *jovatas*, soit quelque 9 hectares. On pourrait penser qu'il ne s'agit pas là de propriétés suffisantes en étendue pour être divisées en plusieurs exploitations; cependant on constate que lorsqu'il s'agit de musulmans, les exploitations que mentionnent les documents tendent à être sensiblement plus petites.<sup>20</sup>

On soulèvera un dernier problème, au terme de cette rapide revue de quelques uns des aspects encore insuffisamment éclairés du repeuplement valencien: celui de l'organisation des communautés établies sur les terres et dans les villes de colonisation. J'ai tenté de l'aborder dans une étude sur les «communautés rurales en Catalogne et dans le pays valencien», publiée en collaboration avec Pierre Bonnassie. Même dans les zones les plus fortement seigneurialisées, comme le nord valencien, on constate l'existence de fortes communautés rurales établies sur la base de *cartas pueblas* qui définissent un cadre en apparence souvent peu contraignant. Le pouvoir seigneurial semble y être défini de façon assez restrictive, et les charges imposées aux paysans semblent strictement définies et au total assez légères. Le régime juridique reconnu aux habitants est celui d'une ville importante, dotée de franchises étendues, comme Saragosse ou Lérida. Dans ce cadre, le groupe des *populatores* se définit d'emblée comme un corps solidaire, une *universitas* à laquelle sont reconnus des droits collectifs étendus sur les parties du territoire non distribuées en *hereditates* particulières, régie par un *concilium* auquel est parfois reconnue la gestion des prémices payés par les habitants.<sup>21</sup> Dans les régions méridionales, les communautés chrétiennes semblent avoir présenté un aspect plus

<sup>20</sup> Voir *supra* l'exemple de Pego, et GUICHARD, Pierre: «La seconde expansion féodale catalane», in: *La formació i expansió del feudalisme català, Estudi General*, Gerone, n.º 5-6, 1985-1986, p. 231.

<sup>21</sup> BONNASSIE, Pierre, et GUICHARD, Pierre: «Les communautés rurales», p. 104.

1943 GARCÍA y GARCÍA, Honorio: *Estado económico de los vasallos en la gobernación foral de Castellón*, Vich.

diversifié et contrasté. Les seigneuries de la plaine de Burriana et de la huerta de Valence correspondaient à un régime économiquement plus sévère, y compris pour leurs tenanciers chrétiens. Cependant le bénéfice d'un *fuero* urbain, en l'occurrence celui de Valence, fut rapidement reconnu à la plupart des communautés de quelque importance, ce qui entraîna progressivement l'adoption des institutions valenciennes elles-mêmes, qui caractérisèrent dès le XIII<sup>e</sup> siècle les villes et bourgades du centre et du sud. La colonisation chrétienne a en effet peuplé d'abord les centres urbains, dont elle a éliminé de façon quasi totale l'élément musulman. Ce dernier ne s'y maintient plus que sous forme de *morerías*, qui ne sont que les caricatures de l'ancienne vie urbaine d'époque musulmane. Dans la plupart des cas, les chrétiens ont créé de véritables villes ou de grosses bourgades de colonisation, souvent de fondation nouvelle, qui fournissent un cadre majoritairement urbain à la vie des

---

1947-1948 GUAL CAMARENA, Miguel: «Contribución al estudio de la territorialidad de los fueros de Valencia», *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón*, III, pp.

1951 FONT y RIUS, José María: «La reconquista y repoblación de Levante y Murcia», in: *La reconquista española y la repoblación del país*, Zaragoza, 1951, pp. 85-126.

1957 SOBREQUES VIDAL, Santiago: «El patriciado urbano», in: VICENS VICES, *Historia social y económica de España y América*, II, Barcelona, pp.

1973 BURNS, Robert Ignatius: *Islam under the Crusaders. Colonial Survival in the Thirteenth-Century Kingdom of Valencia*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

1975 UBIETO ARTETA, Antonio: *Orígenes del reino de Valencia: cuestiones cronológicas sobre su reconquista*, Valencia.

1977 CABANES PECOURT, Desamparados: *El «Repartiment» de la ciudad de Valencia*, Collection «Temas Valencianos», n.º 2, Valencia.

1979 UBIETO ARTETA, Antonio: *Orígenes del reino de Valencia: cuestiones cronológicas sobre su reconquista*, II, Zaragoza.

1979 CABANES PECOURT, M.ª de los Desamparados: «Formularios diplomáticos para la repoblación de Valencia», *Anuario de Historia del Derecho Español*, XLIX, pp. 533-545.

1980 GUICHARD, Pierre: «La conquista militar y la estructuración política del reino / La repoblación y la condición de los musulmanes / Las transformaciones sociales y económicas», in: *Nuestra Historia*, tomo III, Valencia, pp. 9-107.

1981 FURIO, Antoni et GARCÍA, Ferrán: «Algunas consideraciones acerca del feudalismo medieval valenciano», in: *Estudios sobre historia de España. Homenaje a Tunon de Lara*, Madrid, I, pp. 109-122.

1982 BONNASSIE, Pierre et GUICHARD, Pierre: «Les communautés rurales en Catalogne et dans le pays valencien», in: *Les communautés villageoises en Europe occidentale*, Flaran 4, Auch, pp. 79-115.

1983 MOXÓ, Salvador de: *Repoblación y sociedad en la España cristiana medieval*, Madrid.

1983 GUINOT, Enrique: «El problema de la renta feudal y los fueros. Un análisis de las cartas puebla del siglo XIII en el norte de Castellón», *Saitabi*, XXXIII, pp. 59-83.

1985-1986 GUICHARD, Pierre: «La seconde expansion féodale catalane, continentale et outre-mer», in: *La formació i expansió del feudalisme català*, Actes del col·loqui organitzat pel Col·legi universitari de Girona, *Estudi General* n.º 5-6, Girona, pp. 215-233.

populations chrétiennes, et par quoi le secteur chrétien s'oppose à l'éparpillement des *alquerías* musulmanes. Les différents aspects de cette société chrétienne «de Reconquête», qui se définit dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, reste encore, e aussi, très largement à étudier.

---

1986 GUINOT RODRÍGUEZ, Enric: *Feudalismo en expansión en el Norte valenciano*, Castellón.

1988 LÓPEZ ELUM, Pedro: *La conquista de Valencia*, vol. 143 de *Cuadernos Historia* 16, 1988.

1988 FERRER NAVARRO, Ramón, et RODRÍGUEZ GUINOT, Enric: «la repoblación valenciana medieval», in: *Historia del pueblo valenciano*, I, Valencia, 1988-1989, pp. 241-260.

1989 TORRO, Josep: «Sobre ordenament feudal del territori i trasbalaments del poblament mudèjar. La Montanea Valencie (1286-1291)», *Afers*, IV/7.